



Le défi de la politique sud-coréenne des exportations: une réforme des Chaebols et la mise en valeur des PME

Par [Joseph H. Chung](#)

Mondialisation.ca, 03 février 2019

Région : [Asie](#)
Thème: [Économie](#)

Le succès de la politique des exportations doit être évalué non seulement selon ses contributions à la croissance du PIB mai aussi selon sa capacité de créer d'emplois et d'assurer une distribution des revenus équitable.

La Corée est respectée et admirée par le monde entier pour sa belle performance en matière d'exportations. En effet, la valeur des ses exportations a dépassé 600 milliards de dollars américains, soit 42% de son PIB, en 2018. D'ailleurs, ses exportations de biens et services ont été la force motrice de la croissance de l'économie coréenne.

Cependant, depuis plusieurs années on observe un certain malaise au niveau de ses exportations. En effet, depuis 2011, le taux d'accroissement des exportations a ralenti. En 2018, par exemple, au mois de juillet, la valeur des exportations des navires a chuté de plus de 69% par rapport à la même période de l'année précédente, alors que celles de voitures ont connu une baisse de 7%. C'est grave, car la valeur des exportations de navires et de voitures représente le tiers de la valeur totale des exportations.

Il est possible que ce qui se passe en ce moment puisse être simplement une variation cyclique de sorte qu'il y aura tôt ou tard une reprise des exportations. Mais, il ne faut pas écarter le danger que ce qui se passe actuellement devienne une tendance à la baisse à long terme.

Au fait, il y a trois problèmes reliés aux exportations. D'abord, il faut tout faire pour maintenir la croissance des exportations. Cependant, ce qui est plus important est de faire en sorte que les exportations aident à la création d'emplois et à une répartition équitable des revenus. En même temps, il faut chercher de moyens pour renforcer le marché interne et faire diminuer la dépendance des exportations..

Dans cet ouvrage, on verra d'abord comment la Corée pourra maintenir une croissance des exportations. En suite, on examinera de quelle façon la Corée pourra renforcer les retombées des exportations sur la création d'emplois et la répartition des revenus. Enfin, on discutera de l'orientation d'une nouvelle politique des exportations

1. La Croissance des exportations

Il n'y a que deux groupes d'entreprises qui doivent assurer l'accroissement soutenu des exportations, soit les Chaebols (conglomérats industriels et financiers familiaux) ou les PME. Jusqu'à présent, ce sont des Chaebols qui ont joué le rôle catalyseur des exportations, alors

que les PME n'ont joué qu'un rôle marginal. Il y a plus de trois millions de PME en Corée représentant 99,9% du nombre total des firmes. En dépit de leur importance numérique, elles ne comptent que 30% des exportations, alors que les Chaebols représentent 70% des exportations.

Ces chiffres démontrent clairement que les PME sont incapables de réussir dans l'exportation. D'où il faut compter, comme toujours, sur les Chaebols. Mais la question qui se pose est de savoir si les Chaebols sont en mesure de faire mieux. La réponse semble être claire; la Corée ne peut plus compter sur eux. La raison est que les Chaebols sont en train de perdre leur compétitivité internationale relative.

La perte de la compétitivité des Chaebols s'explique par deux catégories de facteurs : facteurs externes et facteurs internes. Comme facteur externe le plus évident, on peut identifier le rattrapage technologique des entreprises chinoises. La supériorité technologique relative des Chaebols sur les entreprises chinoise se perde rapidement. Ceci se produit surtout dans les secteurs de la construction de navires et de voitures. Il est vrai que, pour le moment, la Chine a des problèmes technologiques liés à la construction des navires, mais elle réussira bientôt à en trouver des solutions

En ce qui concerne le secteur des produits électroniques, le Samsung Electronics maintient sa supériorité technologique pour l'instant, mais tout indique que les entreprises chinoises pourront le rattraper.

Comme facteur interne, il y a d'abord la politique gestionnaire des Chaebols qui se caractérise par l'expansion horizontale à la pête de pieuvre et la priorité donnée aux intérêts de la famille du fondateur au dépend des intérêts de l'entreprise. Les principaux Chaebols, dont le Hyundai ou le Samsung, ont, en moyenne, plus d'une centaine des firmes subsidiaires représentant une grande variété de secteurs comprenant l'assurance, les manufactures, la finance, des restaurants, des centre d'achats, des cinémas, des immeubles et même des dépanneurs de coins. Il importe de noter que ces subsidiaires sont gérés par les membres du clan fondateurs du Chaebols qui ne sont pas des gestionnaires compétents.

Dans une telle situation, il n'est pas facile d'assurer la productivité et la compétitivité des firmes. Quels sont donc les objectifs de ces Chaebols? Tout d'abord, il s'agit de minimiser les risques liés aux investissements en diversifiant les différents secteurs d'investissements. En outre, du fait que les gestionnaires font partie du même clan, il est plus facile de garder secret le système de gestion et commerce ainsi que les tractations illégales.

Mais le plus grand objectif est de grossir la taille du groupe qui se mesure en termes des avoirs ou des chiffres d'affaires. En Corée, la taille de l'entreprise est directement reliée à l'accès aux crédits bancaires. Il y a, dans ce pays de matin calme, un mythe de l'infailibilité de méga-entreprise. La grande facilité pour les Chaebols d'avoir accès aux crédits bancaires leur permet de faire des gains monstrueux dans la spéculation immobilière, sans compter des profits exorbitants liés à la manipulation des titres

La politique pro-Chaebols du gouvernement conservateur au pouvoir a aggravée la situation. A cause de la collusion entre les milieux gouvernementaux et les Chaebols, c'est difficile d'assurer un régime de concurrence loyale. De plus, des firmes insolubles sont sauvées à l'aide de fonds de secours. Dans une telle situation il est difficile de renforcer la compétitivité des Chaebols.

Pour tous ces raisons, la Corée du Sud ne peut plus compter sur des Chaebols pour faire augmenter les exportations. Il faut donc chercher d'autres moyens.

Si les Chaebols ne peuvent plus diriger les exportations, il faut que les PME se débrouillent et les remplacent. Or, la politique pro-Chaebols a eu pour résultat d'aliéner les PME rendant difficile pour ces dernières de prendre le relè. Cette aliénation des PME a produits des résultats suivants: l'accès difficile aux ressources financière et aux ressources humaines, le traitement abusif des PME par les Chaebols et, enfin l'incapacité des PME de profiter des opportunités d'exportations qu'offrent les accords de libre-échange.

En plus des subventions parfois douteuses accordées aux Chaebols et des fonds astronomiques d'assistance aux entreprises liées aux Chaebols pour des comptes en souffrance, les banques sont très bien disposées à accorder des prêts aux Chaebols à des conditions plus que favorables. Par contraste, les PME ont des difficultés insurmontable pour obtenir des prêts, ce, en dépit de deux régimes de garantie de remboursement par le gouvernement. Les institutions financières jugent que les garanties ne sont pas suffisantes pour éviter les risques liés aux prêts pour les PME.

Les PME sont pénalisées aussi en ce qui a trait à l'accès aux ressources humaines. Les jeunes rêvent d'aller travailler pour les Chaebols, car les Chaebols offrent de meilleures conditions de travail. Par exemple, le salaire offert par les Chaebols est deux fois plus élevé que celui offert par le PME

Un problème encore plus grave est le traitement abusif des Chaebols envers PME par les Chaebols. La grande majorité des PME manufacturiers sont des sous-traitants ou sous-sous-traitants. Autrement dit, la rentabilité et même la survie de ces PME dépendent de la manière dont elles sont traitées par les Chaebols.

D'après un sondage, 30,5% des répondants disent que la qualité des produits exigée par les Chaebols au près des PME est démesurée par rapport aux montants d'argent qu'ils paient aux PME. Plus de moitié (53,3%) de répondants dissent que les Chaebols ne paient pas ce qui est due dans un délai spécifié dans le contrat. En outre, 22,1% de répondants prétendent que les Chaebols modifient d'une manière cavalière les contrats sans une consultation mutuelle préalable

(Joseph H.Chung: www.ceim.uqam.ca/IMG/pdf/chung_I_acoord_trilateral.pdf)

Normalement, dans une chaîne de production, les responsables de projet offrent de l'aide aux sous-traitants. Cependant, un sondage démontre que les PME reçoivent très peu de Chaebols. Voici les proportions de PME qui ont reçu une aide appropriée selon les types d'activités des PME: développement de technologies (56,9%), garantie des prêts (24,3%), aide gestionnaire (24,9%), aide financière (12,4%) procuration des matières premières (34,2).*(Ibid)*

Il y a un autre problème relié à l'aliénation des PME. Elles ne savent pas comment profiter des accords de libre échange. La Corée a singé 16 accords importants avec l'Union européenne, les États-Unis, la Chine et d'autre pays; plus de 51 pays sont des partenaires commerciaux de la Corée. Ces ALE offrent des grandes opportunités aux PME coréens d'accéder aux marchés internationaux. Cependant, à peine 26,5% des PME utilisent les moyens qu'offrent les ALE.

Une étude démontre les raisons pour lesquelles les PME ne savent pas profiter des ALE: le manque de volonté de profiter des ALE (24,7%), le manque de connaissance sur les ALE (24,2%), le manque de ressources humaines capables d'utiliser les ALE (14,0%). Ces chiffres semblent indiquer que les PME pourraient faire mieux, si le gouvernement leur offre des programmes d'aide dont celui d'une formation sur les ALE. (*Ibid*)

2. Retombées des exportations et l'inégalité des revenus

Les effets bénéfiques des exportations doivent être mesurés également par rapport à ses retombées sur la création d'emplois chez les PME. La réalité n'est pas encourageante. Les exportations coréennes ne créent pas beaucoup d'emplois. Il y en a deux raisons. D'abord, à peine 20% des PME sont impliquées dans la production des biens et des services exportés.

Les exportateurs, majoritairement des Chaebols, veulent que les biens intermédiaires soient intégrés dans la production de biens à exporter. Or, les Chaebols utilisent de plus en plus des biens intermédiaires importés au lieu de faire appel aux produits domestiques. En outre, les biens exportés sont produits de plus en plus à l'aide de l'intelligence artificielle, ce qui a signifie forcément moins d'emplois créés pour les exportations

De plus, la politique pro-exportations et pro-Chaebols ont aggravé l'inégalité de revenu. Afin de renforcer leur compétitivité, les Chaebols font appel aux technologies avancées et embauchent des personnes hautement compétentes avec un revenu très élevé. Ceci conduit à deux résultats.

D'une part, le nombre d'employés diminue de plus en plus et, d'autre part, la disparité de revenu du secteur d'exportations et celui du secteur domestique où dominent les PME s'accroît. Voilà la source de l'inégalité de revenu en Corée. En effet, le coefficient Gini de revenu de ménage a augmenté de 0,33 à 0,39 depuis 2000. La proportion des ménages ayant un revenu en bas du seuil de pauvreté a augmenté de 7,1% à 12,5% en 2010.

Il y a lieu de penser que l'inégalité s'est aggravée depuis 2010. Par exemple, d'après le Bureau de la Statistique de la Corée, en 2018, le revenu des 20% de ménages les pauvres a diminué de plus de 8%, alors que ceux de 20% des plus riches a augmenté de plus de 9%.

Ce qui se dégage de ces observations est évident. Les exportations des biens et de services sont toujours souhaitables. Cependant, pour que les exportations soient utiles, il faut un renforcement des retombées économiques en intégrant davantage les PME dans les chaînes de production de Chaebols. En même temps, il est important que les Chaebols se débarrassent de ses firmes subsidiaires inefficaces et se spécialisent.

D'ailleurs, il est le grand temps que la gestion des Chaebols ne soit plus monopolisée par les membres de la famille du fondateur; il faut que ses gestionnaires professionnels vraiment compétents gèrent les Chaebols.

3. Nouvelle politique des exportations

La Corée a besoin d'une politique des exportations conçues en fonction des problématiques que nous venons de voir. Cette nouvelle politique d'exportations doit se reposer sur deux stratégies. D'une part, il faut arrêter la politique pro-Chaebols au profit de la politique pro-PME. D'autre part, il faut mettre en valeur l'intégration économique Nord-Sud.

Cependant le succès de cette politique dépend, en partie, de l'issue de la crise nucléaire.

Supposons que le dialogue Washington-Pyongyang réussisse et que les sanctions contre Pyongyang soient levées, au moins une partie. Si ceci devient une réalité, les exportations et l'économie sud-coréenne connaîtront un nouveau souffle.

La Corée du Nord possède déjà des matières premières d'une valeur de six milles à neuf milles milliards de dollars américains. De plus, la population de la Corée du Nord se chiffre à 25 millions d'habitants relativement jeunes. Par contre, le salaire moyen des travailleurs nord-coréens n'est que de 10% de celui des travailleurs sud-coréens. (*Ibid*)

Par contre, la Corée du Sud a non seulement des capitaux et des technologies mais aussi un grand réseau de commercial international. Par conséquent, la combinaison de la main d'œuvre nord-coréen avec les capitaux et les technologies du Sud peut produire un deuxième élan de l'économie sud-coréenne.

Par ailleurs, on a expérimenté une telle combinaison, à l'échelle réduite bien sûr, dans le Complexe Industriel de Gaesung (CIG) situé à peine quelque dizaines de kilomètres à partir de Séoul. C'est une innovation politique et industrielle initiée par Président Kim Dae-jung, créateur de la politique «rayon de soleil» au début des années 2000.

Il existe actuellement, au CIG, une centaine d'entreprises sud-coréennes qui embauchent plusieurs dizaines de milliers de travailleurs nord-coréens; ces entreprises représentent des industries légères dont les industries de vêtements et de chaussures.

Le responsable de la gestion du site est le Hyundai-Asan (une firme sud-coréenne), mais la gestion quotidienne est assurée par un comité conjoint composé des représentants de deux Corées. Le chiffre d'affaires annuel est d'environ d'un milliards de dollars américains. Malheureusement, en 2016, le gouvernement conservateur de Mme Park Geun-hye a fermé la porte du CIG pour faire plaisir à Washington dans le cadre des sanctions contre Pyongyang

Heureusement, le gouvernement libéral Moon Jae-in essaie de créer plusieurs sites industriels en Corée du Sud sur le modèle de CIG et produire des biens d'industries légères à prix compétitif. Cela permettra aux PME sud-coréennes de se développer. Si la paix devient permanent et si la Corée du Nord est ouverte, il est plus que probable qu'elle puisse attirer des investissements et des technologies de la Corée du Sud et des pays étrangers.

L'intégration économique Nord-Sud permettra à la Corée du Sud de diversifier non seulement les produits et les services à exporter mais aussi les pays partenaires d'exportations. La nouvelle politique des exportations de la Corée du Sud, qui est sûrement plausible dans une coopération Nord-Sud économique et commerciale, comportera deux volets. D'abord, en vertu d'une réforme des Chaebols, ces derniers devront monter des chaînes de productions régionales, sinon globales, et produire des produits des hautes technologies à vendre dans les pays à revenu plus élevé.

Par contre, les PME devront produire, en collaborations avec les firmes nord-coréennes, des produits qui n'exigent pas de hautes technologies; ces biens peuvent se vendre à des prix abordables dans des pays à revenus moins élevés.

Cette nouvelle politique commerciale aura deux effets bénéfiques. D'abord, l'augmentation des exportations par les Chaebols aura pour effet de faire augmenter le PIB. Ensuite, les exportations par des PME auront pour résultats non seulement de faire augmenter le PIB

mais aussi de renforcer la création d'emplois et, en même temps, d'atténuer l'inégalité des revenus.

Joseph H. Chung



Professeur Joseph H. Chung est Co-directeur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est (OAE) - Centre d'Études sur l'Intégration et la Mondialisation (CEIM), Université du Québec à Montréal (UQAM). Il est Associé de recherche du «Center for Research on Globalization» (CRG)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Joseph H. Chung](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Joseph H. Chung](#)

A propos :

Professeur Joseph H. Chung est professeur des sciences économiques et co-directeur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est (OAE) du Centre d'Études sur l'Intégration et la Mondialisation (CEIM), Université du Québec à Montréal (UQAM). Il est chercheur associé du Center for Research on Globalisation (CRG).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca